



N°24 – Du 09 au 15 juin 2023

Zoom – Visite au Chili du ministre délégué Olivier Becht

Le Chili a accueilli les 8 et 9 juin, le ministre délégué au Commerce extérieur, à l'Attractivité et aux Français de l'étranger Olivier Becht. Cette première visite d'un représentant du gouvernement français au Chili depuis 2019 a permis de témoigner de l'ambition de la France de consolider la coopération économique entre nos deux pays. Le ministre était accompagné d'une délégation composée du monde universitaire (Université de Lorraine), de centres de recherche (CEA et BRGM) et d'entreprises françaises (Blue Solutions, ERAMET, Geolith, Viridian Lithium, Nexans, Stellantis, Natixis, Société Générale). Le premier entretien avec la ministre des Mines Marcela Hernando s'est centré sur l'exploitation durable des minéraux et métaux stratégiques. À l'issue de cette rencontre, les deux ministres ont assisté à la signature d'un FASEP qui financera deux projets portés par des entreprises françaises, à savoir : 1) Une étude de Blue Solutions (avec la contribution du CEA et d'Eramet) sur le développement de la filière du lithium métal au Chili, y compris la production de batteries et l'assemblage de bus électriques, au bénéfice de la Commission chilienne du cuivre (Cochilco); 2) Un projet-pilote de la PME française Micr'eau (avec la contribution locale de Cobre y Metales) sur l'installation de générateurs électriques à hydrogène vert dans les mines artisanales chiliennes, au bénéfice de l'entreprise nationale minière (ENAMI). La volonté des deux pays de développer ensemble une industrie du lithium au Chili respectueuse de l'environnement, a été réitérée durant le déjeuner avec la communauté d'affaires, auquel ont notamment pris part Maximo Pacheco, président du géant minier Codelco, et Jaime Pérez de Arce, vice-président d'ENAMI. Le ministre délégué s'est également entretenu avec le ministre de l'Energie Diego Pardow sur les défis de la transition énergétique et l'engagement des entreprises françaises dans le secteur électrique chilien. Cette rencontre a été l'occasion de présenter l'expert technique français en matière d'hydrogène vert mis à la disposition du ministère chilien de l'Energie. À l'issue de cet entretien, les deux ministres ont signé une déclaration conjointe officialisant la création d'un groupe de travail bilatéral sur l'hydrogène vert, dont la première session politique devrait se tenir en juillet prochain lors de la visite en France du Président Boric. Des échanges ont également eu lieu avec le ministre des Transports et télécommunications, Juan Carlos Muñoz, au sujet de la possible interconnexion de télécommunications entre le Chili et la Polynésie française via l'île de Pâques. Le ministre délégué s'est également entretenu avec le ministre de l'Economie Nicolas Grau et avec le ministre des Relations extérieures Alberto van Klaveren pour notamment préparer le déplacement à venir du Président Boric à Paris. La ministre de la Fonction publique de Polynésie française Vannina Crolas a été associée à plusieurs de ces entretiens afin de rappeler l'attachement du territoire au projet du câble optique transpacifique, pour lequel l'Etat français et le territoire d'outre-mer seraient appelés à travailler en étroite collaboration. En parallèle de ce programme, le ministre délégué a rencontré la communauté française au Chili – environ 11.000 personnes – qui contribue, par sa présence dans le pays, à cultiver les liens forts qui unissent les deux nations depuis plus de deux siècles.

LE CHIFFRE À RETENIR

2,2

Echanges commerciaux entre
la France et le Chili en 2022

Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dette publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dette extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	126,4%	5,0%	5,0%	7,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Photo de la semaine

Zoom –Réunion entre le ministre délégué Olivier Becht et la ministre des Mines Marcela Hernando



Source : LinkedIn/Olivier Becht

ARGENTINE

Escale argentine d'Ursula von der Leyen : l'Union européenne fait son retour sur le devant de la scène en Amérique latine, avec les métaux critiques, le gaz et l'hydrogène durable en ligne de mire

Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne qui effectue cette semaine une tournée en Amérique latine, est le troisième représentant de l'Union européenne à visiter l'Argentine en moins d'un an, après Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, en octobre 2022 et Charles Michel, Président du Parlement européen, en janvier 2023.

Lors de sa visite, Mme von der Leyen a rencontré le président de la république argentine, Alberto Fernandez, avec lequel elle a abordé trois sujets principaux : **la relation commerciale entre l'Union européenne et l'Argentine, la situation de l'accord entre l'UE et le Mercosur et le sommet entre l'UE et la CELAC (Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes) prévu en juillet à Bruxelles.** Sa visite s'est terminée par un discours de clôture à l'occasion du premier forum d'affaires UE-Argentine organisé ce même jour.

Au cours de ses échanges et de ses interventions publiques, Ursula von der Leyen a souligné l'importance la présence européenne en Argentine : **premier investisseur avec près de 50% du stock des**

investissements étrangers dans le pays, soit plus de 800 entreprises et quelques 215.000 emplois directs. L'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie se détachent par le nombre d'entreprises, d'employés et le volume du chiffre d'affaires réalisé que ce soit dans les domaines industriels, énergétiques (hydrocarbures comme renouvelables) ou numériques, dans les biens ou les services. Ce retour du partenaire européen sur le devant de la scène économique semblait attendu si l'on en juge par le succès du forum d'affaire.

La finalisation de l'accord entre l'UE et le Mercosur a également été mise en avant comme un objectif à atteindre d'ici fin 2023. Un focus particulier a été apporté à l'initiative européenne Global Gateway qui identifie 90 projets en Amérique latine en 2023 avec des financements à hauteur de 10 Md EUR. Ursula von der Leyen a souligné la différence de l'approche européenne par rapport aux autres grandes puissances commerciales : l'UE souhaite construire des partenariats mutuellement bénéfiques centrés sur la transition climatique, le respect de l'environnement et la transparence, dans une perspective de gouvernance responsable.

Le point fort de cette visite a résidé dans la signature d'un protocole d'accord pour un partenariat stratégique sur les chaînes de valeur durables des métaux critiques entre l'Union européenne et l'Argentine, faisant une place de choix au lithium (rappelons que la société française Eramet est la seule entreprise européenne à détenir un site d'extraction en Argentine, en cours de construction).

Ce MoU identifie cinq axes de coopération :

- **Intégration des chaînes de valeur des matières premières durables**, y compris par le développement conjoint de projets, de nouveaux modèles d'affaires, la promotion et la facilitation des liens commerciaux et d'investissement ;
- **Coopération en matière de recherche et d'innovation sur l'ensemble des chaînes de valeur des matières premières**, notamment en ce qui concerne la connaissance des minéraux, la minimisation de l'empreinte environnementale et climatique et l'économie circulaire ;
- **Coopération en vue de retirer des bénéfices de la mise en œuvre des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et l'adoption des normes internationales ;**
- **Le déploiement d'infrastructures matérielles et immatérielles pour le développement de projets**, en minimisant leur impact sur l'environnement et le climat ;
- **Le renforcement des capacités de formations, à travers l'éducation et la formation professionnelles et le développement des compétences** sur l'ensemble de la chaîne de valeur des matières premières durables, conformément aux normes internationales du travail.

Pour mémoire, la Commission a d'ores et déjà établi, au nom de l'UE, des partenariats stratégiques sur les matières premières avec le Canada (juin 2021), l'Ukraine (juillet 2021), le Kazakhstan et la Namibie (novembre 2022). Ces protocoles

s'inscrivent dans la perspective d'assurer l'approvisionnement de l'UE dans ces matériaux critiques.

Bien qu'enregistrant un léger recul en mai, l'inflation demeure tenace, avec en toile de fond la montée de l'incertitude politique

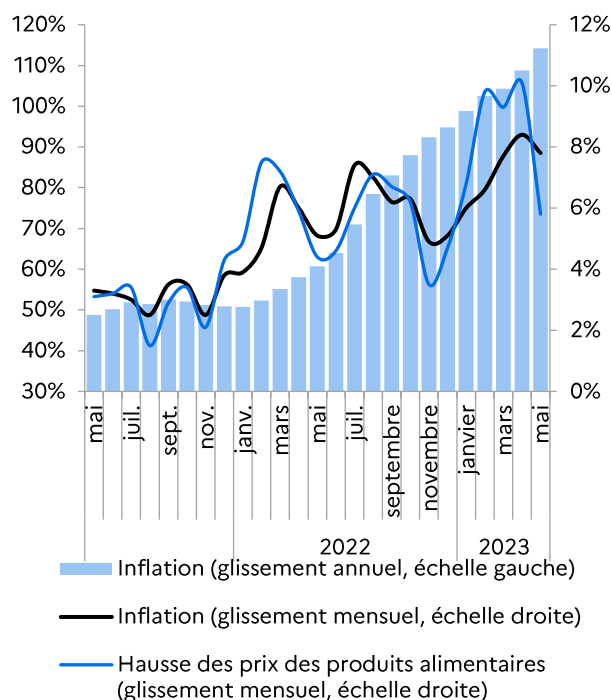
Les efforts pour contenir l'inflation, à travers le durcissement de la politique monétaire (hausse du taux directeur de 1.600 points de base depuis fin avril, pour l'établir à 97%, soit 155% en rythme annualisé) ainsi que le tassement de l'activité industrielle (+1,2% sur un mois, en désaisonnalisé en avril, versus +3,2% en mars) et de la construction (+3,4% versus +3,9% un mois plus tôt), **commencent à se faire sentir, comme l'illustre le léger apaisement des tensions inflationnistes en mai.**

En effet, l'inflation mensuelle s'élève à 7,8% en mai après 8,4% en avril, affichant une meilleure performance que celle anticipée par les agents économiques (prévisions à 9,0% pour le mois de mai). Les pressions sur les prix demeurent néanmoins particulièrement fortes pour les biens (+7,4%) et les services (+8,6%). Au cours du mois, les hausses des prix s'expliquent également par les ajustements des tarifs régulés des services publics (+9,0%), suite notamment à la baisse ciblée des subventions sur la consommation d'énergies des ménages les plus aisés (+11,9% pour la catégorie « eau, électricité et gaz ») et, dans une moindre mesure, la volatilité des prix des produits saisonniers (+6,0%). De la même manière, l'inflation est portée par sa composante sous-jacente (+7,8%) ce qui laisse présager la poursuite des tensions inflationnistes au cours des prochains mois.

En rythme annuel, l'inflation s'établit à **114,2% en mai**, après **108,8% en avril**. Les hausses des prix sont particulièrement marquées dans l'hôtellerie et la restauration (+134,5%), le textile et maroquinerie (+124,7%), les boissons alcoolisées et tabac (+119,9%) et les produits alimentaires (+117,8%).

Alors que les échéances électorales se rapprochent (primaires en août, présidentielle en octobre), l'incertitude politique nourrit les tensions sur les prix et le change. A cet égard, les écarts entre les taux officiel et parallèle, dit « *blue* », s'élèvent à **près de 100%**. Dans la perspective de la présidentielle, les partis politiques avaient jusqu'au 14 juin pour enregistrer les alliances politiques avant le lancement de la campagne électorale le 24 juin (également la date limite pour présenter la liste des candidats aux primaires). A cette occasion, la coalition gouvernementale Frente de Todos (FdT) a choisi de se rebaptiser sous la bannière « *Unión por la Patria* » sans préciser à ce stade, la liste de ses candidates qui concourront pour obtenir l'investiture de la coalition péroniste. Cette incertitude se retrouve également dans la coalition des partis d'opposition « *Juntos Por el Cambio* » (JxC) qui a toutefois annoncé un accord sur un programme commun pour stabiliser l'économie argentine. A ce titre, les membres de cette coalition proposent plusieurs axes d'actions, notamment la baisse des dépenses publiques et de la charge fiscale pour parvenir à l'équilibre budgétaire, la rationalisation de la politique monétaire pour juguler l'inflation, l'unification des taux de change et la levée des entraves administratives et fiscales afin de soutenir durablement l'activité.

Argentine – Évolution de l'inflation et des prix des produits alimentaires



Sources : Indec, SER Buenos Aires

CHILI

Le gouvernement chilien présente les mesures de transition énergétique aux syndicats et aux ambassadeurs

Lors d'une réunion au ministère des Affaires étrangères, les autorités gouvernementales chiliennes ont présenté aux représentants diplomatiques, syndicaux et économiques, **le plan d'actions du Chili pour promouvoir le processus de transition énergétique et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050**. À cette occasion, le ministre des Affaires étrangères, Alberto Van Klaveren, le ministre des Finances, Mario Marcel, le ministre de l'Énergie, Diego Pardow, et la sous-secrétaire aux relations économiques internationales, Claudia Sanhueza, ont présenté le projet de



loi sur la transition énergétique qui sera bientôt transmis au Congrès. Alliant des actions de courts et moyens termes, ce projet intègre deux mesures phares pour le secteur énergétique : la confirmation de l'appel d'offres pour un système de stockage d'énergie à grande échelle dans le nord du pays et la redéfinition et la réaffectation des recettes tarifaires.

Concernant ce second point, bien que l'idée de mettre en œuvre une réaffectation des recettes tarifaires au profit des producteurs lésés ait été largement appréciée, le temps nécessaire pour la mise en place de la mesure a soulevé des interrogations en raison de la situation économique alarmante des énergéticiens ayant déjà abouti au retrait de trois projets dont deux d'entre eux sont tombés en cessation de paiement. En effet, compte tenu de la procédure législative, cette mesure entrerait en vigueur dans les meilleurs cas en avril 2024.

Par ailleurs, d'autres avancées dans l'agenda initial pour « un second temps de la transition énergétique », ont également été annoncées, comme l'ajustement du système de compensation de la taxe sur les émissions, qui implique l'élimination de ce que l'on appelle la « compensation de type B », à laquelle étaient soumises les entreprises d'énergie renouvelable. De même, la modernisation des appels d'offres pour l'approvisionnement des clients réglementés a été achevée, les bases préliminaires ayant été publiées en mai ; les minima techniques des centrales techniques ont été révisés et ajustés en cohérence avec la mise à jour de la norme d'émissions et la Commission nationale de l'énergie (CNE) a ouvert une période d'Open Season pour le développement de travaux urgents pour le système de transmission, qui a été prolongée

en raison de l'intérêt manifesté par les acteurs participants.

Au Chili, l'émergence du marché du lithium recyclé pourrait faire de l'ombre au lithium « miné »

Au Chili, depuis l'adoption, en 2016, d'une loi sur la responsabilité élargie du producteur (REP) établissant un régime spécial de gestion des déchets pour six produits prioritaires dont les batteries, une attention particulière est portée au recyclage du lithium – dont le pays est le deuxième producteur mondial (22,9%). Etant donné la durée de vie évaluée à 10 ans des batteries lithium-ion, les experts estiment que le lithium recyclé acquerra une place importante dans l'offre mondiale à partir de 2028-2030 et dépassera le lithium extrait d'ici 2050. Selon Research & Market, le marché mondial du lithium recyclé passerait ainsi de 5 Mds USD en 2022 à 23,6 Mds en 2030 grâce à des taux de croissance records sur la période dans certaines régions, notamment en Chine (25,5%), en Allemagne (21,1%), au Japon (18,2%) et au Canada (18,7%).

Pour accompagner cette transition vers le lithium recyclé et pallier sa faible expertise en la matière, le Chili souhaite renfoncer les investissements dans la recherche universitaire. La semaine dernière, l'Université catholique du Nord et l'Université d'Antofagasta ont créé, avec le soutien de la société SQM et du consortium HEUM, un nouveau diplôme unique intitulé « Production, utilisation et recyclage du lithium dans une perspective mondiale, durable et future ». En parallèle, de jeunes doctorants de l'Institut de Chimie de l'Université Catholique de Valparaíso ont présenté un projet de recyclage des

batteries lithium-ion par le biais d'un processus physico-chimique. Cette initiative est soutenue par la Direction de l'innovation et de l'entrepreneuriat par le biais de son concours CREA.

L'émergence du lithium recyclé pourrait toutefois avoir des conséquences sur le marché mondial du lithium et réduire, selon Daniel Jiménez, expert chez iLiMarkets, la « fenêtre d'opportunité » dont disposent les producteurs de lithium « miné ». En effet, selon l'expert, l'apparition du lithium recyclé à une échelle significative à partir de 2028 permettra une production à moindre coût et pourrait faire tomber son prix au niveau des coûts de production les plus élevés, soit entre 15 000 et 25 000 USD / tonne.

PARAGUAY

Mission de prospection d'une délégation d'entreprises françaises multisectorielles au Paraguay, organisée par Business France

Dans le cadre d'une mission de prospection organisée par l'agence française Business France, en partenariat avec l'ambassade de France au Paraguay, une délégation d'entreprises françaises s'est rendue au Paraguay durant la première semaine de juin afin de connaître les opportunités d'affaires qui pourraient se développer entre la France et le Paraguay. Durant son séjour, la délégation française a connu plusieurs séquences économiques et commerciales, rythmées par des entretiens avec les institutions paraguayennes (ministères de l'Economie et des Affaires étrangères, agence Rediex en charge de la promotion des investissements et des exportations du

Paraguay), les institutions multilatérales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement (BID), Banque de développement d'Amérique latine (CAF), Délégation de l'Union européenne) ainsi que la communauté d'affaires locale (Club exécutif, Union industrielle).

Les échanges ont permis de constater les liens étroits qui unissent les deux pays, à travers notamment la chambre de commerce franco-paraguayenne et la présence d'entreprises françaises et d'intérêts français sur une large palette de secteurs (construction, énergies, alimentaire). Parmi les exemples les plus emblématiques, se trouve la participation de Soletanche-Bachy dans les grands projets d'infrastructures visant à désenclaver le Paraguay via la construction du pont Heroes del Chaco et de celui reliant le Paraguay au Brésil dans le cadre du corridor bi-océanique.

Dans l'optique d'attirer les investissements étrangers afin de donner une nouvelle impulsion à la croissance, la nation guaranie a engagé une série de réformes dans le cadre de l'instrument de coordination des politiques économiques (PCI) du FMI. Ce programme de deux ans, en vigueur jusqu'à la fin 2024, se compose de trois piliers, à savoir : 1) Le renforcement de la stabilité et de la résilience de l'économie paraguayenne face aux chocs adverses, en particulier les bouleversements causés par les aléas climatiques et sanitaires ; 2) Le soutien à la productivité et à la croissance ; et 3) L'élargissement des filets sociaux.

A noter que cette mission des entreprises françaises s'inscrit dans un contexte marqué par le vigoureux rebond des échanges commerciaux entre la France et le Paraguay (106 MEUR en 2022, +36,5 sur un an). En



effet, les exportations françaises ont progressé de 32,3% en 2022 pour s'établir à 77 MEUR. Elles sont portées par le dynamisme des « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (35 MEUR ; 46% des ventes françaises) et des « équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique » (14 MEUR ; 18%). Ces deux catégories ont respectivement augmenté de 38,5% et de 58,6% en 2022. Du côté des importations, les achats français ont augmenté de 49,4% pour atteindre 28 MEUR. Ils sont essentiellement portés par les « produits des industries agroalimentaires » (14 MEUR ; 48% des achats français) et les « produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture » (6,0 MEUR ; 21,0%) qui ont respectivement progressé de 22% et de 88%.

Au total, le solde commercial est resté en faveur de la France, à 48 MEUR en 2022.

URUGUAY

Projet de modernisation du barrage hydroélectrique Salto Grande pour sécuriser l'accès à une énergie verte et abondante

Dans le cadre des engagements climatiques de l'Uruguay visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone de 55% par rapport à la période 1990-2014 et d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, les autorités uruguayennes encouragent les initiatives qui diminuent l'empreinte carbone du secteur énergétique (33% des émissions de gaz à effet de serre de l'Uruguay versus 53% pour l'Argentine). Dans ce cadre, les gouvernements uruguayen et argentin

envisagent de moderniser la centrale hydroélectrique binationale Salto Grande, avec le soutien des banques multilatérales, afin de verdir leur mix énergétique.

Ces dernières décennies, l'Uruguay a réussi à diversifier sa production d'électricité pour la rendre compatible avec la transition énergétique. En effet, la production d'électricité provient à 82,3% des énergies renouvelables, à savoir l'hydroélectricité (36,6%), l'éolien (35,3%), la biomasse (7,3%) et le solaire (3,1%). Cependant, les énergies fossiles représentent encore 17,7% du mix énergétique. A titre de comparaison en Argentine, le mix énergétique repose essentiellement sur les énergies fossiles (63,5%) et, dans une moindre mesure, sur les énergies renouvelables (36,5%, dont 17,0% pour l'hydraulique, 7,2% pour le nucléaire et 12,3% pour les autres énergies renouvelables).

Cette bonne performance de l'Uruguay s'explique notamment par le fonctionnement du barrage binational Salto Grande situé sur le fleuve Uruguay, le long de la frontière avec l'Argentine. Inauguré en 1979, le complexe hydroélectrique localisé à 470 km de Buenos Aires et 520 km de Montevideo, compte une centrale hydroélectrique dotée de 14 turbines Kaplan de 135 MW chacune, pour une capacité totale installée de 1.890 MW. Le complexe binational comprend également un système de transmission composé d'une ligne de haute de tension (500 Kv) longue de 345 km et de deux postes de transformation d'une capacité de 2.000 MvA, localisés en Uruguay et en Argentine.

L'interconnexion entre les systèmes électriques uruguayen et argentin, avec la possibilité d'avoir des flux réversibles,



renforce la sécurité électrique des deux pays. A ce titre, le système intégré entre les deux pays a distribué environ 16.000 GWh en 2022 (dont 47,2% provenant de Salto grande), avec des exportations croisées entre les deux pays (environ 1.340 GWh livrés à l'Argentine et 3,2 GWh fournis à l'Uruguay), y compris avec des livraisons ponctuelles au Brésil. Dans ces conditions, les pays disposant des barrages binationaux, à savoir Salto Grande (Argentine/Uruguay, 1979), Itaipú (Brésil/Paraguay, 1984) et Yacyretá (Argentine/Paraguay, 1994), se sont associés pour promouvoir l'intégration régionale du marché de l'électricité. A cet égard, le système d'intégration énergétique des pays du cône Sud (SIESUR) a été lancé en 2018, avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement (BID).

En vertu des accords de gestion entre l'Uruguay et l'Argentine, l'énergie produite est répartie équitablement entre les deux pays. L'électricité produite par Salto Grande est livrée sur le marché de gros aux entreprises publiques uruguayenne ADME (Administración del Mercado Eléctrico) et argentine CAMMESA (Compañía Administradora del Mercado Mayorista Eléctrico). Elle représente, en moyenne, 33,3% de la consommation de l'Uruguay et 2,8% de celle de l'Argentine.

Nonobstant, la production hydroélectrique reste encore très dépendante des aléas climatiques et des catastrophes naturelles. En effet, les épisodes de sécheresse de 2021 ont réduit de 40% la part de l'énergie hydroélectrique en Uruguay, en comparaison avec la moyenne historique. Cette source d'énergie est passée de 29% à 17% en Argentine cette même année. Avec la sécheresse record de 2022, les effets

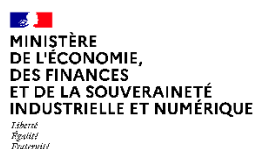
négatifs sur la production hydroélectrique devraient être encore plus prégnants.

Autre bémol, les inégalités de genres sont encore particulièrement marquées dans le secteur électrique. Les femmes représentent seulement 17% des effectifs du complexe Salto Grande, avec de surcroît une très faible représentation dans les postes d'encadrement (3,7% pour les postes intermédiaires et 7,3% pour ceux du niveau supérieur). De manière générale en 2021, les femmes travaillant dans le secteur énergétique représentaient seulement 15% des effectifs en Argentine et 23% en Uruguay.

Dans ce contexte, les autorités uruguayennes et argentes souhaitent engager des investissements pour moderniser le secteur, afin l'inscrire durablement dans la transition énergétique tout en renforçant sa résilience et son caractère inclusif. A cet égard, le barrage de Salto Grande pourrait bénéficier d'un nouveau soutien des banques multilatérales suite au financement déjà octroyé par la BID en 2019 (80 MUSD pour moderniser le barrage Salto Grande, répartis de manière égale entre l'Uruguay et l'Argentine).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
LinkedIn :
Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr
Service Économique Régional pour le Cône Sud
@Tresor_ConoSud